

Réf. : Avenant No. 1 à l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3085/GR-HA « Appui au Secteur des Transports en Haïti III ».

AVENANT No. 1, dénommé ci-après « Avenant », signé le 23 mai 2015, entre la REPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire », et la BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT, dénommée ci-après la « Banque », en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque ; le Bénéficiaire et la Banque, sont conjointement dénommés ci-après les « Parties ».

ATTENDU QU'en date du 18 février 2014, les Parties ont signé l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3085/GR-HA, ci-après dénommé « Accord » pour le financement d'un projet d' « Appui au Secteur des Transports en Haïti III », ci-après dénommé « Projet », par lequel la Banque a octroyé au Bénéficiaire un financement jusqu'à concurrence d'un montant de cinquante millions de dollars (US\$ 50 000 000) sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, ci-après dénommé la « Contribution ». Dans le présent Avenant, le terme « dollars » signifie la monnaie ayant cours légal aux Etats-Unis d'Amérique ;

ATTENDU QUE la circulaire ministérielle numéro 29 du 30 avril 2014, complétée par la circulaire interprétative numéro 1 du 23 juillet 2014, fait obligation à l'Administration Publique Nationale de libeller et payer tous les contrats locaux en gourdes, la monnaie du Bénéficiaire ; et

CONSIDERANT QUE le Bénéficiaire a envoyé à la Banque une sollicitation de modification par avenant à l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3085/GR-HA en vue de supprimer toute mention dans son Annexe Unique aux paiements individuels directs qui dépasse le plafond au-delà duquel les paiements seront obligatoirement réalisés par la Banque ;

Les Parties conviennent d'introduire les modifications suivantes à l'Accord :

## **ARTICLE PREMIER**

Le paragraphe 4.03 de l'Annexe Unique est substitué dans son intégralité par le nouveau paragraphe suivant :

« **4.03** Sauf indication contraire écrite de la Banque, et sans préjudice aux dispositions de l'Article 3.06 des Normes Générales, les ressources de la Contribution seront décaissées sous la forme d'avances de fonds correspondant à l'équivalent des besoins en financement du Projet pour quatre (4) mois. »

## ARTICLE DEUXIEME

Les Parties ratifient toutes les autres dispositions de l'Accord. En cas de contradiction ou d'incohérence entre des dispositions de cet Avenant et des dispositions de l'Accord, les dispositions du présent Avenant prévaudront.

## ARTICLE TROISIEME

Les Parties conviennent que le présent Avenant entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Avenant, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur. Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Avenant, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des Parties ne sera engagée.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant habilité, signent le présent Avenant en deux (2) exemplaires de même teneur, à Port-au-Prince, République d'Haïti.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMERICAINE  
DE DEVELOPPEMENT

/s/

/s/ *[Gilles Damais, Chief of Operations]*

---

Wilson Laleau  
Ministre de l'Economie  
et des Finances

---

*[p.]* Agustín Aguerre  
Représentant de la Banque  
en Haïti